

NOTES DE LECTURE

Corine Eyraud

LES DONNÉES CHIFFRÉES.

Du matériau brut à la connaissance des phénomènes sociaux,

Paris, Armand Colin,

collection « Coursus / Sociologie », 2008, 221 pages.

Voilà un livre qu'il ne faut pas hésiter à mettre entre toutes les mains. Certes, traitant de statistiques, il peut paraître bien austère – et, sans doute, dans une certaine mesure, il l'est –, mais à une époque où le moindre politicien, où le plus petit journaliste ou même simplement le citoyen lambda utilisent des chiffres à tort et à travers, parfois pour dire quelque chose et son contraire, il mérite, à coup sûr, d'être connu. Combien de fois a-t-on entendu à la radio ou à la télévision quelque chef d'entreprise se lamenter d'avoir vu son chiffre d'affaires diminuer de tant pour cent sans précision de dates (depuis un mois, un an ?) ou des débatteurs s'envoyer à la figure des chiffres différents du chômage, forcément catastrophiques pour l'opposant, pas si mauvais pour le défenseur du pouvoir en place ? Mais qui sait comment sont établies les statistiques du chômage, comment définir un chômeur, comment tenir compte du travail au noir ? Et, avec le sens de la nuance qui les caractérisent, les journalistes n'affirment-ils pas, quand simplement la consommation augmente (!) un peu moins vite, que les Français ne consomment plus quand n'importe quel observateur pourra constater la pérennité des files d'attente aux caisses des supermarchés, et ne parlent-ils pas volontiers de l'effondrement de l'économie quand la récession atteint 1 ou 2%, ce qui signifie à tout le moins que, quand on produisait (et, en gros, gagnait) 100, on ne produit plus que 98 ou 99, de quoi, chacun en conviendra, parler de production « en chute libre » !

On a pu dire que la statistique est la forme moderne du mensonge. En réalité, elle ne l'est que parce que beaucoup de ceux qui en usent – et tout le monde, encore une fois, est amené en user – ne savent pas comment elle est établie. Savoir construire des indicateurs statistiques, savoir les interpréter pour pouvoir en tirer une meilleure connaissance de la réalité économique et sociale, voilà l'objet du livre de Corine Eyraud, un « livre de réflexion et d'analyse sociologique des données chiffrées et de leur utilisation » (p. 10). Et tout un chacun devrait faire siennes les deux règles suivantes (p. 18) :

1. « Devant des informations chiffrées, il faut toujours se demander ce que cela représente (beaucoup ou peu ?), et donc chercher des points de repère. »

2. En liaison avec ce qui précède, « il faut toujours se demander si ces points de repère sont pertinents, autrement dit si l'on compare bien des choses comparables ».

Même si ce n'est pas un manuel au sens propre du terme, et ouvrage salubre, riche en vocabulaire, on le devine, est résolument pédagogique. La démarche de son auteure est claire et progressive, les exemples qu'elle choisit pertinents : le nombre des bacheliers, la population étudiante, la réussite à l'école, la mesure de la croissance et de la richesse, celles du chômage et de la délinquance ou encore de la religiosité concernent, certes, directement le public visé en priorité, à savoir les lycéens et les étudiants, mais au-delà beaucoup de monde. Les explications sont complétées par des exercices simples corrigés et des encadrés qui viennent toujours bien à-propos.

Si, comme le pense l'auteure, « c'est par l'acquisition de savoir (ici de savoir-faire) que l'homme gagne en liberté » (p. 206), gageons qu'elle aura réussi, comme elle le souhaite en conclusion, à faire « œuvre, non seulement scientifique, mais également citoyenne ».

Philippe Guillot

Université de la Réunion (IUFM).

Bastien Soulé et Jean Corneloup

SOCIOLOGIE DE L'ENGAGEMENT CORPOREL

Risques sportifs et pratiques « extrêmes »

dans la société contemporaine

Paris, Armand Colin, 2007,

collection « Cursus / Sociologie », 216 pages

Les diverses confrontations au danger et les comportements « extrêmes », notamment dans les activités sportives, constituent pour les chercheurs un axe d'études et d'investigations particulièrement riche. Si ces conduites émerveillent, passionnent ou, à l'inverse, suscitent réprobation et indignation, elles interpellent le sociologue dans bien des cas. Bastien Soulé et Jean Corneloup sont les témoins de cet engouement pour ces attitudes hors du commun irradiant notre contemporanéité. Combinant développements théoriques et travaux de terrain, l'ouvrage séduit par la simplicité de l'écriture, la préci-

sion du discours, le plan rigoureux. Trois chapitres répondant chacun à une spécificité composent l'analyse.

En ouverture, une clarification conceptuelle paraît nécessaire pour lever les difficultés terminologiques, les malentendus et les ambiguïtés. En l'absence de définition consensuelle, le « sport à risque » peut être appréhendé de multiples façons. Pour les tenants d'une sociologie critique radicale, celui-ci n'est considéré que sous l'angle de ses inconvénients et de ses méfaits (Vassort, Brohm). Pour d'autres auteurs, le danger est lié à la structure des activités qui prédétermine le niveau de risque pour leurs adeptes (Bouet, Parlebas, Collard, Defrance...). Les perspectives subjectivistes, quant à elles, illustrent un changement d'orientation et donnent du sens à la situation corporellement risquée en s'appuyant non plus sur les déterminants d'une pratique sportive, mais sur un ensemble de vécus et d'expériences individuels (Griffet, Duclos, Delignières...). Une construction culturelle, également envisagée, fait intervenir le jeu des représentations, et privilégie la manière dont les acteurs sociaux façonnent certains exercices « à risque » au détriment d'autres non moins exempts de danger (Gilbert, Kasperson, Majastre...). Par ailleurs, l'approche systémique vise à étudier la combinaison de facteurs parfois anodins se succédant dans le temps, susceptibles d'engendrer des événements sources de traumatismes. Enfin, la notion de « sport extrême », d'origine médiatico-commerciale, fait l'objet de visions relativistes et prête le flan à de sévères critiques (banalisation, libertés langagières, flou sémantique, redondance avec l'existant, absence de scientificité...).

La diversité des schèmes d'intelligibilité du risque sportif, véritable « curiosité sociologique », s'inscrit dans une multitude de paradigmes et de constructions théoriques renvoyant à des images plurielles de l'individu en société. Dans une posture déterministe d'inspiration durkheimienne, le sujet est sous influence, conditionné par un environnement familial ou technologique orientant ses choix, et aux prises avec des forces extérieures qui l'incitent à s'exposer corporellement (Pociello, Le Scanff, Vigarello...). À l'inverse, pour le courant individualiste et cognitiviste, la rationalité de l'action, au cœur du système, n'est qu'une dimension explicative de l'engagement dans l'extrême, à côté de valeurs et de subjectivités sensorielles très fortement impliquées. La focale fonctionnaliste, de son côté, dans laquelle le risque résulte de la rupture des repères existentiels, rend compte des avantages dont peut bénéficier la population dans son ensemble (fonction éducative et sécuritaire, réinsertion, dépassement de frustrations personnelles...). La dynamique structuraliste, pour sa part, distribue les activités sportives dangereuses en fonction du positionnement social des acteurs, animés par la recherche de différenciation et de prestige symbolique. Retenons aussi l'existence d'une

option critique décrivant la logique de l'extrême comme un outil de légitimation et de reproduction des idéologies inégalitaires dominantes (Baudry, Kusz, Baudrillard...), ou encore d'une version interactionniste microsociologique mêlant confrontation au danger et aptitude à y répondre (Goffman). Enfin, dans une veine post-moderniste, l'interprétation rationnelle de l'*hubris* sportif s'éloigne au profit de processus émotionnels et d'une esthétique de la sensation (Maffesoli, Stranger).

L'ouvrage se termine par la problématique incontournable de la gestion collective et de l'acceptabilité sociale des risques sportifs à travers les exemples du dopage dans le monde du cyclisme professionnel, de la fréquentation de la montagne, ou des formes cyniques d'instrumentalisation de la sécurité à des fins de domination personnelle ou d'intérêt corporatiste.

Une solide bibliographie et de nombreux utilitaires (encadrés, figures, tableaux, index) complètent cette publication. Au total, une synthèse bien documentée, éclairante et très stimulante sur la place du corps dans la société actuelle.

Régis Malige

Université de Franche-Comté (Lasa)

Yvan Combeau (sous la direction de)

LA RÉUNION - MADAGASCAR 1942-1972

Départementalisation et indépendance

SEDES / Université de la Réunion, 2002

Bibliothèque universitaire francophone, 206 pages

Dans la suite des travaux qui visent à intensifier relations, confrontations et constructions éditoriales entre les universités de l'océan Indien, le volume publié par Yvan Combeau en 2002 sur la période 1942-1972 qui vit la départementalisation de la Réunion et l'indépendance de Madagascar, c'est cette dernière qui occupe la place de choix avec les contributions qui nous sont offertes.

L'ouvrage débute par un article d'Yvan Combeau¹ sur la mise en route du processus de départementalisation de la Réunion avec, en toile de fond, l'évolution de Madagascar, citant le projet de loi déposé le 21 mars 1946 par

1. « La Réunion (1942-1972) : colonie, département. Voix de la France dans l'océan Indien », pp. 11-26.

les deux députés Joseph Ravoahangy et Jules Raseta sur le bureau de l'Assemblée. On sait que ce texte sera refusé par le gouvernement. Il n'est pas inutile d'appeler ici la teneur :

« Article 1 : La loi du 6 août 1896 est abrogée.

« Article 2 : Madagascar est un État libre ayant son gouvernement, son parlement, son armée, ses finances au sein de l'Union française ».

L'on comprendra que je ne m'attarde pas sur les deux articles de Lucile Rabearimanana² dans la mesure où les étudiants de Madagascar, mais aussi, plus occasionnellement, ceux de la Réunion peuvent toujours bénéficier de son enseignement.

Dans « Les Réunionnais et l'idée d'indépendance après la Seconde Guerre mondiale », c'est de l'idée d'indépendance à Madagascar que traite Denis Alexandre³, affirmant dès le départ une « farouche opposition » des Réunionnais de Madagascar à une telle éventualité. Si les Réunionnais sont nombreux dans la minorité française, ce sont des petits fonctionnaires ou des petits colons sans grands moyens financiers et qui, pour l'administration, sont plus un problème social qu'une force économique. L'extension du droit de vote au sein de deux collèges – celui des citoyens de statut civil et celui des citoyens de statut traditionnel –, la création d'institutions représentatives, l'abolition de l'indigénat, celles de la réquisition des travailleurs et du travail forcé, sont tout autant contestées par la majorité des candidats réunionnais. L'auteur disserte aussi sur le MDRM (Mouvement démocratique de la rénovation malgache) et sur les opinions qui le dévalorisent.

L'article de Denis Nunn sur la minorité mauricienne de Madagascar entre 1942 et 1958 décrit les difficultés de ces citoyens britanniques face aux mesures de l'administration de Vichy, rappelle leur participation au combat au sein de la Résistance, des Forces françaises libres et de l'armée britannique, ainsi que les projets mauriciens à Madagascar⁴. Il s'agit alors de Mauriciens francophones. Je rappellerai ici que, dans les années 1960, c'était Loiseau, un Mauricien, qui présidait encore l'association des anciens des FFL et organisait à Antananarivo les commémorations.

2. «Les Malgaches et la vie politique durant la décolonisation : indépendance et divisions», pp. 27-42; et «Madagascar sous la Première République (1959-1972) : les espoirs déçus», pp. 119-138.

3. «Les Réunionnais et l'idée d'indépendance après la Seconde Guerre mondiale », pp. 43-58.

⁴. «Entre marginalisation et intégration à la colonie : La minorité mauricienne de Madagascar (1942-1958)», pp. 59-80.

Dans l'article de Joël de Palmas⁵, l'expérience de l'implantation de Réunionnais à la Sakay (1952-1977) apparaît bien comme une opération de colonisation typique qui, quoique fort discutée à la Réunion même, semblait avoir voulu répondre à un désir créole (le concept vient de la psychanalyse et de la psycho-sociale ; sur le long terme, les faits montrent que le projet de coloniser la Grande Île anima une partie de l'opinion de la Réunion). Son échec, normal pourrait-on dire pour une opération plus que coûteuse, fut à l'origine d'une forme de divorce entre les deux îles.

Dans une Réunion départementalisée, Jean-Pierre Carfantan présente l'action de la presse réunionnaise favorable ou opposée à l'indépendance de Madagascar⁶. Plus que des travaux scientifiques sans passion, des extraits des journaux cités montreront à l'évidence que le colonialisme, conforté par l'anticommunisme de l'époque, n'avait pas disparu des esprits. Qu'était Madagascar ? « Un magma de peuplades » ! Le seul et grand ennemi de la France demeure, bien sûr, le « peuple merina », etc.

Avec Évelyne Combeau-Mari, le lecteur découvrira (quand il ne le sait pas déjà !) que le sport fait aussi partie du jeu politique⁷. Les Jeux de la Communauté organisés à Antananarivo en 1960 ont fait long feu, tout comme la Communauté qui ne fut qu'une sorte de sas entre les États autonomes de la France d'Outre-Mer et les indépendances. L'étudiant trouvera, outre une introduction à ce que fut la Communauté française (1958-1960), une chronologie de la Communauté à Madagascar. C'est le genre d'instrument dont manque souvent l'étudiant formé à l'école de l'histoire économique et sociale.

La dernière contribution replace dans son contexte et analyse le grand moment de mai 1972⁸, qui, comme tous les textes que pense Didier Galibert, devrait être lu et médité par tous les étudiants de Madagascar n'ayant, sur cette période, que des questions et des approximations. L'avantage de ce texte, c'est que son auteur n'a pas vécu les événements et qu'il les aborde sans passion ni émotion, mais avec tout le sérieux d'un travail scientifique. Le vocabulaire utilisé est d'une telle précision que l'on ne peut que s'étonner qu'il puisse parfois succomber à celui du discours colonial. Sauf pour la future puissance coloniale qui l'appelaient d'ailleurs *hova*, il n'y a plus de « royaume merina » mais, reconnu internationalement depuis 1817, un Royaume de Madagascar, titre que Didier Galibert utilise à la fin de son tex-

⁵. «La Réunion et la Sakay, entre mariage et divorce», pp. 81-104.

⁶. «La question malgache dans la presse réunionnaise (1958-1960)», pp. 139-170.

⁷. «Entre sport et politique : les jeux de la communauté à Madagascar (avril 1960)», pp. 171-188.

⁸. Didier Galibert, « Mai 1972 : la deuxième indépendance malgache », pp. 189-205.

te. Je sais bien que la science coloniale l'a toujours contesté avec des guillemets pour attribuer le bénéfice de l'unité territoriale au seul Gallieni. Nous savons bien aussi que Hugues Capet est habituellement dit « roi de France », quand bien même l'unité de la France ne fut réalisée que par Napoléon III, même si l'on ne prend en compte ni la rectification de frontières au dépens de l'Italie après la Seconde Guerre mondiale, ni le projet avorté de l'annexion de la Sarre même époque.

De même, quand il écrit que « les souverains de l'Imerina (région de Tananarive) rassemblaient leurs sujets... », je crains bien que le lecteur ne pense qu'aux *kabary* tenus dans la capitale. Or, quand les souverains de Madagascar convoquaient de grands *kabary*, ce n'était pas seulement à Antananarivo, mais, le même jour et avec le même cérémonial également dans tous les postes de gouvernement des provinces. Les gouverneurs, qui étaient les représentants du souverain et ses porte-parole – *Solombavan'ny Andriana*, disait-on –, avaient déjà reçu le contenu du discours qu'ils devaient faire eux-mêmes devant le peuple.

Contestables aussi « les contentieux antérieurs à l'installation des Français », car, au 19^e siècle, les administrations des principautés et royaumes réunis à la couronne avaient été maintenues en place et les princes et rois ralliés dotés d'un statut honorable dans le Royaume avec le maintien de leurs autres droits antérieurs. Faut-il rappeler qu'il existait une unité linguistique semblable à celle qui existait dans la langue d'oïl, qu'il n'y eut jamais d'édit de Villers-Cotterets et que chacun utilisait son parler maternel. Le Royaume n'a pas eu son abbé Grégoire. Dans leurs correspondances avec l'administration centrale, les gouverneurs nommés par la capitale ne censuraient pas les formulations régionales.

Pour le long terme, il faut aussi bien retenir qu'il est « possible de retourner l'argument de l'isolement tananarivien en faisant observer que le pays n'a nullement basculé dans la guerre civile ». Didier Galibert effleure ici un point délicat : depuis la « politique des races » de Gallieni, la position officielle opposait Merina et « côtiers », ne voyait que des comportements « ethniques » et poussait, dans les années 1960, des enseignants et des chercheurs « orstomiens » à envisager une guerre civile sur cette base. En 2002, Condoleezza Rice pensait qu'elle était inéluctable. On a vu que les différentes tentatives d'incitation à un tel conflit, ces dernières décennies, furent vouées à l'échec. Malgré les discours incitant à cet aboutissement, le peuple malgache a apparemment décliné l'offre. Didier Galibert ne s'est pas trompé et n'a pas succombé à la facilité de ce qui fut longtemps la politique officielle de la puissance tutélaire. Les résultats du référendum de 1972 en faveur du général

Gabriel Ramanantsoa, dont l'ampleur avait inquiété le gouvernement militaire, avaient déjà prouvé que le vote n'était pas « ethnique ».

Dernier point qu'aborde le texte, les rapports de l'État et de la religion. La conversion de la reine Ranavalona II en 1869 et un bon demi-siècle de république laïque n'ont pas réussi à faire admettre l'instauration d'un État sécularisé. C'était vrai en 1972, cela l'est resté en 2002. Les gardiens des *palladia* du Royaume ont cédé la place au personnel des églises et aux *mpiandry* du mouvement revivaliste. Ce sont eux qui voudraient rester les gardiens du *fihavanana* et assurer l'autorité morale qu'a perdue l'État républicain.

Sur cette période, c'est un livre qui, malgré son prix, devrait être dans toutes les bibliothèques.

Jean-Pierre Domenichini

Académie malgache,

Faculté des lettres et sciences humaines d'Antananarivo

Yves-Éric Houpert

LES JEUX DES ÎLES DE L'OCÉAN INDIEN.

Sport et géopolitique,

Paris, L'Harmattan,

collection « Espaces et temps du sport », 2008, 282 pages.

L'auteur, à la fois journaliste au *Quotidien de La Réunion* et sportif sélectionné pour les jeux des îles à Madagascar (tennis, 2007), connaît manifestement un sujet qui lui tient à cœur. L'ouvrage qu'il propose dans la collection « Espaces et temps du sport » chez l'Harmattan est à la fois original, riche, documenté et vivant : original en ce qu'il constitue la première étude d'ensemble consacrée aux Jeux des îles de l'océan Indien (JIOI) depuis leur création enthousiaste en 1979 jusqu'en 2007 où « un certain désenchantement » semble se faire jour (p. 228) ; riche aussi, puisqu'il détaille par le menu des diverses difficultés, idéologiques, financières, politiques rencontrées dans leur création, leur organisation ainsi que les obstacles à leur déroulement (p. 49) ; documenté dans la mesure où, outre les sources classiques de tout travail sérieux de recherche (journaux de toute la région, textes officiels...et officieux, comptes rendus de réunions diverses), il fait appel à de nombreux témoignages de première main (entretiens directs) ; vivant enfin car le récit qu'il fait des manifestations sportives est imagé, expressif et toujours clair. On sent au ton et à l'écriture l'observateur engagé et l'homme de terrain.

Mais il ne suffit pas de se retrouver au cœur de l'action pour parvenir à porter un regard lucide sur ce qui se joue réellement ; il faut aussi se montrer capable de prendre quelque distance avec l'action. C'est sans aucun doute sur cette distanciation, proprement historique et sociologique, que le livre de Yves-Éric Houpert est le plus intéressant et le plus juste. Les enjeux politiques, économiques et sociaux qui sous-tendent le choix des compétitions comme leur organisation ainsi que leur déroulement parfois « chaotique » sont clairement explicités et analysés : rivalités d'États à États, chauvinisme régional, revendications identitaires, tensions politiques internes. Les tentatives d'instrumentalisation politique sont évidentes ; on comprend pourquoi et l'auteur a raison d'y insister. Comment pourrait-il en être autrement ? Au-delà de la réelle promotion du sport (comment rester crédible sans une référence appuyée aux valeurs de l'olympisme ?), il s'agit pour chaque délégation d'exhiber sa différence « culturelle », d'affirmer son identité, drapeau en tête de cortège, hymne vainqueur en cas de victoire. Il faut aussi, plus stratégiquement, gérer les relations parfois houleuses (coopération/rivalités, compétition/tensions, conflits/alliances, etc.) entre les « nations » très diverses de l'océan Indien. L'auteur nous rappelle à juste titre que, si l'intention sportive de départ reste très louable, ceci en dépit de quelques restes de colonialisme, la politique a vite pris le pas sur la visée proprement sportive. La charte fondatrice des JIOI ne l'indiquait-elle pas clairement, dès son premier article, en deux points précis où la visée politique générale est évidente : « Instaurer la compréhension entre les peuples de la zone et contribuer à la coopération régionale » (p. 259) ? Comment éviter, dans ce cas, que la politique ne vienne pointer son nez dans les compétitions en apparence les plus anodines ?

Loin des discours trop souvent lénifiants sur les vertus morales du sport, le mérite principal de l'ouvrage est de ne jamais dissimuler le risque, toujours latent dans ce genre de jeux, de dérives nationalistes (p. 190), voire de récupérations ethnocentriques sous-jacentes lorsque les conditions géopolitiques y invitent. Il en décrit même en détail certaines manifestations (accidentelles sans doute mais néanmoins significatives) lors d'épreuves particulièrement tendues ou à la suite de matchs houleux.

In fine, l'auteur prend le risque d'avancer quelques propositions concrètes (p. 248) pour tenter, malgré tout, de « promouvoir le sport pour les valeurs qu'il suppose et non pour l'intérêt qu'il peut présenter au service de fins qui lui sont étrangères. » (p. 253). La première proposition restant peut être de ne jamais perdre de vue qu'aussi loin qu'on remonte dans le temps anciens, Grecs compris, l'organisation de jeux où le sport semble prioritairement promu part toujours d'intentions extra-sportives et vise des finalités poli-

tiques, au sens le plus large, qu'il est bon de deviner, d'analyser et de comprendre si on ne veut pas en être la dupe.

Bernard Jolibert
Université de la Réunion (IUFM)

LES FORMATEURS DE L'I.U.F.M. PUBLIENT...

Livres

Maryvette Balcou publie un nouveau roman, *Le Raccommodeur de poussières*, Ciboure, **La Cheminante**, 2008.

Résumé : L'énigmatique raccommodeur de poussières entreprend un voyage de reconquête d'un sens à donner à sa vie. De sa Sicile natale où une épouse fantomatique le relie à son passé, au présent de sa villégiature à Madagascar, Azzo remet sa vie en jeu. Il pénètre au cœur d'une nature puissante où il renoue avec des sentiments vitaux. L'arrivée abrupte dans la capitale malgache, la magnificence des paysages, les gens, l'adoption, un cyclone, des histoires d'amour sont autant d'étapes à franchir avant de revenir à l'essentiel : faire le deuil du passé pour pouvoir de nouveau tisser l'avenir. Le style fluide et juste de Maryvette Balcou rend toute leur réalité et poésie aux lieux, atmosphères et relations humaines. Tous les amoureux de la Grande Île s'y reconnaîtront et les curieux auront plaisir à les découvrir. Un roman initiatique où il est aussi question d'appartenance à une terre et sa langue.

Décidément insatiable, **Bernard Jolibert** publie en ce début 2009 un nouveau livre dans la collection « Éducation et philosophie » qu'il dirige chez **L'Harmattan** : *Montaigne. L'éducation humaniste*.

Résumé : Penseur de la Renaissance, Montaigne l'est sans aucun doute par excellence, renouant sans cesse avec la culture antique par-dessus la scholastique médiévale. Et, lorsqu'il tente de comprendre les hommes, il s'en tient à ce qui, en eux, est strictement humain, évitant aussi soigneusement de les réduire à l'animalité que de les tirer vers l'angélisme. Avouant ignorer si l'humain est la valeur suprême, il le prend néanmoins pour finalité de sa réflexion et pour objet de sa recherche d'un épanouissement dans ce monde-ci. Face au formalisme des études traditionnelles, il nous propose une approche éducative complète, vivante et variée, et, en ce sens aussi, plus humaine : sa sagesse pédagogique s'appuie sur l'histoire des hommes. Renouvelant la lecture de la trop célèbre opposition entre tête « bien faite » et tête « bien pleine », analysant les fondements que la réflexion radicale des *Essais* apporte à la pratique très actuelle de la philosophie de l'enfance, ce livre met en pleine lumière un Montaigne porteur de la pensée éducative humaniste que la modernité tout à la fois menace et requiert.

De son côté, **Philippe Guillot** est l'auteur du chapitre 12 de *Tourisme et sociétés*, sous la direction de Gilles Ferréol et Anne-Marie Mamontoff, publié en juin 2009 par les **Éditions modulaires européennes**, Bruxelles / Fernel-

mont, collection « Proximités / Sociologie ». Titre de sa contribution : « **Le tourisme à la Réunion : un développement contrarié** », pages 195-213.

Résumé : L'île de la Réunion, département français de l'océan Indien, bénéficie, en matière touristique, d'atouts considérables : naturels tout d'abord, avec un volcan encore très actif, un relief exceptionnellement accidenté propre aux activités sportives et de pleine nature, et des plages de sable fin ensoleillées et protégées par des barrières de corail ; culturel ensuite en raison d'une population aux origines très diverses qui a su constituer une société plurielle unique au monde. On pourrait penser, dès lors, qu'elle constitue une destination privilégiée. Pourtant, même si, à la fin du siècle dernier, elle a bénéficié d'un réel engouement dont elle a pu tirer profit en matière de développement économique, celui-ci semble être quelque peu retombé depuis quelques années, surtout du côté des touristes d'agrément. Sa fréquentation reste donc encore loin des objectifs. Son principal handicap tient à son éloignement des régions les plus riches de la planète, handicap qui risque de perdurer, ne serait-ce qu'en raison des vives tensions que connaît le marché pétrolier. Elle pâtit également d'une image quelque peu incertaine, en décalage avec l'image classique des destinations tropicales comme sa voisine et concurrente, l'île Maurice, qui proposent sable, soleil et *farniente* pour un coût relativement modéré alors qu'elle offre aussi (surtout ?) des montagnes à gravir à un prix élevé. Elle paye enfin un intérêt relativement tardif des pouvoirs publics et des acteurs économiques locaux qui explique que les conditions d'hébergement (chambres, personnel) sont encore aujourd'hui insuffisantes, surtout dans le haut de gamme.

Articles

- René Dubois : « *Edgar Allan Poe's oneiric imagery in The Oval Portrait with reference to The Narrative of A. G. Pym and Eureka* », *Les Cahiers de Terra Beata*, n° 3, Marseille, septembre-décembre 2008, pp. 27-33.

- Patrice Pongérard : « **Sur l'existence d'une solution ramifiée pour des équations de Fuchs à caractéristique simple** », *Proceedings of the American Mathematical Society*, 137 (2009), pp. 2671-2683.

- Nicole Crestey : « **L'évolution 200 ans après la naissance de Darwin** », disponible sur <http://amis.univ-reunion.fr/Conference/presentation/300/>.